

CIBLE

Comparaison

On connaît la chanson : pour être compétitifs, il faut compresser les coûts et faire pression sur les salaires. Mais lesquels ? Certainement pas ceux des grands patrons qui augmentent scandaleusement.

Même Ernest-Antoine Seillière s'écrie que trop c'est trop - en oubliant ses très confortables émoluments. On s'émeut au Medef de constater que, au mépris de la « sanction du marché », les rétributions des grands patrons montent fortement quand les actions de leur groupe s'effondrent.

Jean-Marie Messier n'est que le gros arbre qui cache une forêt de gains personnels qui se chiffrent, sur une année, en millions d'euros. Le scandale est tel que l'ancien patron d'Alstom a dû rendre ses indemnités de départ (5,1 millions d'euros) comme certains de ses collègues anglais et américains.

Comme c'était le 17 octobre la journée nationale de lutte contre la misère, nous osons rappeler que 4,5 millions de personnes au moins (6,1 millions selon la CAF) vivent en France sous le seuil de pauvreté, fixé à 564 € par mois pour une personne seule.

Nous attendons avec intérêt les conclusions que le Medef, le Parlement et le gouvernement tireront de cette comparaison.

Mohammed VI

L'acteur des réformes

Balkans

**Dynamique
albanaise**

p. 6/7

Idées

**Grandeur de
Chateaubriand**

p. 9

Kayserlich und Königlich ?

Masqué par une « Constitution » en trompe-l'œil, le débat sur le nouveau traité européen mélange classiquement les justes critiques, les apologies et de jolis fantasmes. On commencera par l'un de ceux-ci, qui signale un manque impossible à combler.

C'est un fantasme sérieux. La preuve, c'est qu'on le trouve exprimé dans les colonnes du Figaro (17/10/03), journal sérieux, sous la plume de l'éminent et non moins sérieux journaliste qu'est Charles Lambroschini. Dans une superbe accroche, celui-ci pose une question à trois euros : « Y aura-t-il un jour un État franco-allemand comme il en fut naguère de l'Autriche-Hongrie ? ».

L'origine de cette fulgurante mise en perspective historique se trouve dans le fait que Jacques Chirac assurait l'intérim de Gerhard Schröder au sommet de Bruxelles, le 17 octobre. Dès lors, nous assure Charles Lambroschini, « poser la question ne relève plus seulement de la politique-fiction ».

Sans porter ici un jugement sur les convergences entre la France et l'Allemagne, on s'interrogera sur le fantasme austro-hongrois tel qu'il s'é-

nonce dans les figaruesques colonnes.

Il convient en première analyse de saluer le courage de Charles Lambroschini qui dit tout haut ce que beaucoup à Bruxelles pensent tout bas : la forme idéale de la construction européenne, murmure-t-on, serait celle du Saint Empire Romain Germanique. Prospective logique, dans la mesure où l'on n'a pas trouvé, hors la souple formule confédérale, de moyen terme entre les États nations et une organisation impériale capable de fédérer, généralement par la violence, différents pays. Mais l'idée demeure cependant cocasse puisque nul n'ignore que le Saint Empire, qui reposait sur l'idée de l'unité chrétienne, avait perdu dès le haut Moyen Âge sa force politique.

Sans doute conscient de cet échec historique, Charles Lambroschini opère un glissement structurel qui lui permet d'anticiper d'une manière quasi-hégélienne l'advenue d'un

« État franco-allemand » précisément référé à une expérience assez réussie : celle de l'Autriche-Hongrie. Réussie quant à la longévité, mais moins quant à la paix civile et quant à la manière de traiter les êtres humains. L'Autriche-Hongrie n'empêche pas les guerres de religion, elle est terre de servage, la constitution d'une forte identité catholique est réalisée dans la répression du protestantisme et dans l'expulsion des Juifs de Vienne en 1670 et le massacre des Juifs de Budapest lorsque la ville est reprise aux Ottomans. Autrement dit, l'Autriche-Hongrie, ce n'est pas seulement Sissi impératrice.

Impératrice ? Cela suppose un empereur, ce que Charles Lambroschini fait mine d'oublier. Il faut donc se demander si l'État franco-allemand deviendrait *Kayserlich und Königlich* (Impérial et royal), ce qui assurément, jusqu'à la fin de la première guerre mondiale la perpétuation de l'Autriche-Hongrie. Il n'est

pas inutile de rappeler que cet empire si romantique était fortement inégalitaire, la Hongrie, la Bohême, la Croatie n'étant pas traités de la même manière que l'Autriche.

Les comparaisons historiques ne produisent pas des arguments décisifs, mais, comme on dit dans les cours de récré : *c'est pas nous qui avons commencé et c'est qui qui dit qui doit s'expliquer.*

En conséquence, nous demandons au citoyen Lambroschini de nous répondre sur deux points :

- dans l'hypothèse de la constitution d'un État franco-allemand, celui-ci prendrait-il une forme « impériale et royale » - impériale à Berlin, ce qui réveillerait de vilains souvenirs, et royale à Paris ce qui ferait dans une certaine mesure notre affaire car il n'a jamais été dans la vocation du royaume de France de s'intégrer dans un empire ;

- dans l'hypothèse où l'empire franco-allemand serait proclamé (à Versailles ?) quel serait l'empereur souhaitable et possible ? Un Français ? Nos amis allemands feraient grise mine. Un Allemand ? Imaginez notre tronche. Sans consulter le Comité directeur de la NAR, j'opte pour le roi des Belges. Mais le grand duc du Luxembourg ferait un excellent candidat. Ce qui supposerait un élargissement de l'État franco-allemand...

Nous eussions aimé que notre éminent confrère précisât d'emblée ces points pour que ses lecteurs ne s'égarent point en romantiques rêveries. Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Angélique LACANE

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Kayserlich und Königlich - p.3 : Le revocli, le Jean-Marie - Défendons la Défense - p.4 : Pour sortir de la nasse - La pièce se déroule en trois actes - p.5 : Kennedicule - p.6/7 : Notes albanaises - p.8 : Assurances tous risques ? - p.9 : Grandeur de Chateaubriand - p.10 : Le roi de solitude - Jean Edern, symptôme - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Une transformation démocratique.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le revoici, le Jean-Marie

Dans cinq mois, les régionales.

Il est temps de sortir l'épouvantail qui inquiète les oligarques qui tentent de maintenir hors du champ démocratique le phénomène dont ils sont la cause.

Prenez une élection quelconque, par exemple les régionales. Avertissez l'opinion publique que le Front national reste très dangereux. Bien entendu, quelques jours plus tard, deux ou trois sondages exprimeront les préoccupations des démocrates sincères et le mécontentement des « gens » qui pourraient en effet donner beaucoup de voix à Jean-Marie.

Faites campagne pour le Parti socialiste ou pour l'UMP et passez le plus clair de votre temps à dire que le Front national, de plus en plus dangereux, pourrait remporter de grandes et terribles victoires : par exemple, cette année, la conquête de notre belle Provence (y compris le Lubéron) et de la Côte d'Azur où on a sa villa les pieds dans l'eau. Des manifestations contre les réunions du Front national, composées de démocrates qui font fi de la liberté d'expression, permettent de durcir le climat et de faire basculer les indécis du côté de chez Jean-Marie.

Lorsque la Grande Catastrophe s'est produite organisez un comité de vigilance antifasciste et faites-le présider par Jean-Michel Baylet. Lancez les jeunes dans la rue et aller y faire un tour : vous serez enregistré parmi les sauveurs de la démocratie. Ceci si vous êtes de gauche.

Si vous êtes un homme de terrain collant à la roue de Jean-Pierre Raffarin, appelez les électeurs égarés à se res-

saisir et jurez que désormais vous n'avez plus droit à l'erreur. Lancez un club, par exemple « Modernité berri-chonne » et invitez de jeunes entrepreneurs et de jeunes élus (ajoutez une femme) à réfléchir sur la crise du civisme et les moyens d'en sortir dans une société de risques. Un sociologue repéré dans les colonnes du *Figaro* pourrait aussi intervenir sur le thème : « Partenariat et lieux de vie ».

Retournez ensuite à vos affaires, celles de la Municipalité, de la Région ou de la Gouvernance, et oubliez complètement Jean-Marie.

Six mois avant la nouvelle échéance, déclarez que ce M. Le Pen est décidément très dangereux.

Moralité ? La classe dirigeante s'ingénie à confisquer toute la représentation politique, en rejetant dans les marges des millions de protestataires qui expriment leur rejet de l'oligarchie et de l'ultra-libéralisme en votant pour le meilleur provocateur présent sur le marché électoral. Lorsque la protestation est massive et que les barrières sautent (ainsi le 21 avril 2002) la classe dirigeante s'insurge sans voir qu'elle est la cause du symptôme dont elle se plaint.

On va rejouer cette comédie dans les mois qui viennent. Sans nous.

Yves LANDEVENNEC

Défendons la Défense

La consigne inepte de la « croissance zéro des dépenses » n'est heureusement pas respectée pour la Défense nationale, dont les crédits sont en augmentation. C'était encore trop de sagesse pour les suicidaires qui mènent campagne contre l'exception militaire.

Ils ont détruit l'industrie nationale, ils minent le système de protection sociale, ils sont en train de créer la pénurie des soins, ils réduisent les crédits nécessaires à notre diplomatie : politique imbécile, et d'autant plus désastreuse que ces décisions restrictives sont prises en période de récession.

Restaient les dépenses militaires, qui sont en augmentation de 6,1 % en 2003 et de 2,2 % en 2004. Soutenue par le quotidien de Serge July, toujours soucieux de faire jeune, une campagne se développe pour que cesse cette anomalie. Elles réunit des ultra-libéraux de droite, cohérents dans la mise en pratique de leur idéologie, et quelques gloires fanées du défunt socialisme.

Ainsi, dans *Libération* du 13 octobre, Lionel Jospin écrivait que « l'augmentation à contre-temps des dépenses militaires se fait (...) au détriment de politiques publiques essentielles à la croissance, à l'emploi et à la justice sociale ». Et Jack Lang, qui se voit tout en haut de l'affiche de la prochaine présidentielle, reprenait le même argument et le même mot-choc (« contretemps ») pour proposer que l'argent économisé pour la défense « serve à créer une Agence européenne de la recherche et de l'éducation ».

Des amphis, pas d'canons, comme ils disaient dans les

années soixante. A l'époque, on fit les deux : le développement de la puissance nucléaire et la démocratisation de l'université. Et si la fin de la guerre froide a changé les données géostratégiques, le développement d'un système complet et autonome de défense et d'intervention extérieure est toujours un impératif. L'arme nucléaire est l'ultime garant de notre vie et de notre liberté. Les moyens classiques nous permettent d'assurer, en tous points où la France juge bon d'intervenir, une présence active et une influence apaisante comme on le voit actuellement en Bosnie et au Kosovo, en Côte d'Ivoire et en Afghanistan.

Les obsédés du rationnement de crédit jugent de tout en fonction des coûts immédiats sans s'intéresser aux bénéfices à long terme et aux avantages politiques. Ils doivent nous dire s'ils veulent qu'on remette aux Américains notre protection nucléaire, s'ils veulent que les troupes françaises quittent les Balkans, s'ils veulent qu'on se désintéresse des réseaux terroristes. Bien entendu, ces messieurs jureront leurs grands dieux qu'ils ne songent pas à cela. En bons charlatans, ils ont donc parlé pour ne rien dire et ne seront pas écoutés. C'est du moins ce qu'il faut espérer.

Annette DELRANCK

Pour sortir de la nasse

Notre gouvernement est libéral. Il doit donc appliquer des recettes libérales. Nous avons demandé à un consultant ultra-libéral de monter un scénario de sortie de crise pour nos amis buralistes et pour la gouvernance.

G rêve des buralistes, le 20 octobre, et menace d'une manifestation de masse en novembre : deux effets de la gouvernance néo-collectiviste qui pratique des prix administrés et qui subventionne à fonds perdus la corporation des manufacturiers de tabacs.

Toute solution étatique-nationale a et aura des effets pervers : si on augmente encore les taxes, les produits de contrebande gagnent des points de compétitivité et les buralistes paralysent la circulation puis votent pour Le Pen. Si on ne fait rien, les médecins crieront qu'on encourage les fumeurs et qu'on donne une prime au cancer ; eux aussi voteront pour Jean-Marie.

La solution libérale a le mérite de la clarté et de la cohérence. Puisque l'État est contre les impôts, il faut supprimer les taxes sur le tabac. On obtiendra ainsi des baisses de prix qui permettront de reprendre des parts de marché au crime organisé.

Si le crime organisé se lance dans une guerre des prix, il sera toujours possible de signer une charte avec le Syndicat des Trafiquants de Clopes (STC) aux termes de laquelle on créerait une Commission de concertation (ou Commission Djukanovic (1)) et un Observatoire chargé de la régulation globale du marché. Des zones franches pourraient être consenties au STC.

Une solution encore plus libérale consisterait à laisser une totale liberté des prix aux débiteurs qui négocieraient sur le marché libre avec les demandeurs de paquets et de cartouches de cigarettes. Comme pour la téléphonie mobile, des produits d'appel à zéro euro pourraient être lancés sur le marché et des promotions sur les grandes quantités auraient l'avantage de réguler le marché. Là encore, le Syndicat des Trafiquants jouerait un rôle utile en organisant des importations massives susceptibles d'orienter significativement le marché à la baisse.

Les représentants des médecins inquiets pour la santé publique pourraient être invités à siéger dans une sous-commission de l'Observatoire susmentionné. Au vu de batteries de tests réalisés dans un laboratoire de Palerme et d'enquêtes épidémiologiques effectuées à Cetinje (Monténégro), un rapport pourrait être publié tous les dix ans sur la dangerosité de la consommation tabagique et les moyens d'y pallier sans remettre en cause le principe de concurrence, la liberté des prix et le marché unique du tabac réalisé par l'abolition des taxes dans la zone euro.

Pietro DELLA CAMORA

(1) Du nom de l'ancien président du Monténégro, aujourd'hui Premier ministre, contre lequel la justice a porté plainte pour trafic de cigarettes.

La pièce se déroule en trois actes

Ainsi que nous l'avions déjà souligné dans le précédent numéro de *Royaliste*, il existe une complicité objective entre le Medef et le gouvernement pour faire sauter le système de protection sociale dont les Français bénéficient encore à l'heure actuelle.

Acte I. Le 2 octobre, Alain Lambert, ministre du budget, lance un pavé dans la mare en accusant les 35 heures d'être à l'origine du déficit budgétaire et du non-respect, par la France, du pacte de stabilité.

Acte II. Une semaine plus tard, les partenaires sociaux se réunissent au siège du Medef pour discuter du traitement social des restructurations. Le texte soumis aux syndicats par l'organisation patronale offre aux entreprises la possibilité de licencier quand bon leur semble, sans tenir compte des contraintes juridiques. Toutes les confédérations de salariés - y compris la CFDT, le fait est suffisamment rare pour être noté - quittent la table des négociations considérant que ce texte est une « provocation ». On décide cependant de se revoir avec un texte amendé fin novembre et de boucler les négociations début janvier 2004.

Acte III. Pendant que la presse s'empare successivement des deux sujets, pendant que les hommes politiques amusent la galerie en se déchirant sur l'opportunité de remettre en cause les 35 heures, pendant que les syndicats tombent dans le piège de la négociation dressé par le Medef, François Fillon, ministre des

Affaires sociales, concocte dans l'ombre un projet de loi sur la réforme du dialogue social taillé sur mesure pour Ernest-Antoine Seillière.

S'il était adopté en l'état, le projet de loi permettrait aux entreprises de s'exempter des règles qui régissent les 35 heures et les plans sociaux. Dans trois domaines, en effet, les accords d'entreprise prévaudraient sur les accords de branche (ce qui n'est pas possible à l'heure actuelle) : le temps de travail, l'organisation du travail et les restructurations.

Aujourd'hui, le Medef fait la fine bouche. Il aurait souhaité que François Fillon aille plus loin et offre aux entreprises la possibilité de déroger à la loi. Or le locataire de la rue de Grenelle est allé aussi loin qu'il pouvait de manière à préserver la paix sociale.

Rappelons que la stratégie du gouvernement n'a pas pour but de refonder le système, mais d'en saper les fondements petit à petit jusqu'à ce qu'il s'écroule.

Nicolas PALUMBO

Vous avez une adresse électronique ?

Inscrivez-vous sur notre liste de diffusion en envoyant un courriel à NouAcRoyal@aol.com

Kennedicule

Dans un an, le 2 novembre 2004, les Américains éliront leur président. Bush pourra compter sur un soutien de poids : Schwarzenegger.

L'élection le 7 octobre, au nom du parti républicain, de l'acteur vedette à la tête d'un État, la Californie, économiquement équivalent à la France, a exercé un impact indéniable sur la vie politique américaine. Il est encore difficile de voir dans quelle mesure elle peut affecter la campagne présidentielle qui est déjà ouverte. Au-delà du *show-biz*, il faut avoir quelques données à l'esprit. Dans un État de 36 millions d'habitants, le candidat Schwarzenegger a été élu avec 3,75 millions de voix. Dans un État où désormais la population blanche est passée en dessous des 50 %, l'électorat blanc constitue 72 % des votes. Dans un État où le candidat Bush a été battu par son adversaire démocrate par plus d'un million de voix d'écart, le parti républicain vient d'obtenir 60 % des suffrages. La seule conclusion est que la politique californienne est instable, fragile, quasi-imprévisible. Renvoyer un gouverneur à peine une année après son élection, sans scandale, n'était déjà pas une marque de grande maturité politique.

La Californie passe pour une anticipation des États-Unis en général. Certes le nouveau « governor » pourrait bien aider George Bush à gagner les grands électeurs du plus grand État de la fédération. Leurs deux profils sont assez largement opposés, mais peuvent devenir complémentaires. Schwarzenegger n'étant pas

né aux États-Unis ne peut figurer sur un « ticket » présidentiel même comme vice-président. Mais son auréole pourra servir à élargir considérablement l'audience du « Grand Old Party ». Ce dernier était revenu au pouvoir grâce à une stratégie sudiste, incluant la droite religieuse. Il avait ainsi perdu la Californie qui ne se reconnaissait pas dans ce modèle. Une nouvelle alliance est possible désormais sur la base d'une idéologie intégralement libérale : plusieurs groupes de réflexion autour de l'ultra-libéralisme avaient déjà fait passer la moralité au rang des préférences statistiquement appréciables et intégrées dans les modèles de choix économique. Une partie des nouveaux mouvements religieux n'y sont sans doute pas opposés. Ainsi réconcilierait-on libéralisme et libertés, et dans un même souci thérapeutique, culte du corps et abstinence, M. Muscle et la famille traditionnelle.

Il est remarquable que ce thème familial soit incarné en l'occurrence par l'épouse et la belle-famille de notre symbole sexuel, qui n'est autre que la famille Kennedy par les femmes, la sœur du président John Kennedy et sa nièce. Du Massachusetts en Nouvelle-Angleterre, à Los Angeles, de l'Atlantique au Pacifique, de l'Irlande à l'Autriche, du parti démocrate au parti républicain, mais surtout du président assassiné voici tout juste quarante ans, le 22 novembre 1963, à l'élu du 17 octobre 2003, le contraste ne peut pas être plus grand et, pourtant,

l'harmonie des contraires semble fonctionner. C'est un couple qui a été élu.

Le parti démocrate, qui semblait rebondir, a accusé le coup. Comment pourrait-il se situer dans ce chassé-croisé des valeurs ? Quelle stratégie centriste ? La candidature du général Wesley Clark, ex-commandant en chef de l'Otan, stratège en chef de la guerre du Kosovo et du bombardement de la Serbie, mis à la retraite avant terme, critique de la guerre en Irak, viserait un tel recentrage avec plus de valeurs morales et militaires au niveau de la société, mais le rejet des faucons en politique étrangère, théoriquement à l'opposé de la combinaison nouvelle côté républicain : plus de laissez-faire à l'intérieur et d'impérialisme à l'extérieur, mais qui finalement a vocation de converger jusqu'à se confondre presque. De quel côté pèsera la balance dans un an ? Pour l'instant, l'avantage est toujours aux Républicains.

En définitive, comme toujours, tout se jouera sur l'économie. L'électeur américain est réceptif dès qu'il s'agit de son portefeuille. L'Irak ou la santé, oui, mais à quel prix ? Seule la facture importe. Elle devrait aussi nous concerner, puisque le déficit de la balance des paiements américaine est de plus en plus supporté par l'étranger, Chine et Japon en tête. En dix ans, le pourcentage des avoirs du Trésor américain détenus par l'étranger a doublé, couvrant désormais à peu près la moitié de la dette publique. Pour autant que cela durera...

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **CAMBODGE** - Le 15 octobre a eu lieu, au cimetière du Père-Lachaise à Paris, la cérémonie de crémation de SAR le prince Norodom Narindrapong. Le défunt, né le 18 septembre 1954, était le deuxième fils né de l'union de S.M. Norodom Sihanouk, roi du Cambodge et de Norodom Monineath, la reine. Il était aussi le frère du prince Norodom Sihamoni, ambassadeur et délégué permanent du Cambodge auprès de l'Unesco. Les cendres ont été reconduites à Phnom Penh. A ces obsèques la NAR était représentée par Robert Gesnot, membre du Comité Directeur.

♦ **PAYS BAS** - A quelques mois de son mariage avec Mabel Wisse Smit, le prince Johan Friso, âgé de 35 ans, fils cadet de la reine Béatrice, et deuxième dans la ligne de succession, s'est vu contraint de renoncer à son droit au trône. Ce sont les relations passées de la fiancée avec un caïd du trafic de drogue et ses dénégations à ce sujet qui ont conduit le Premier ministre à annoncer qu'il ne demanderait pas l'approbation du Parlement pour ce mariage. Cette approbation est exigée par la Constitution (article 18-2) et, faute de l'avoir, l'intéressé et sa descendance sont exclus ipso facto de la succession.

♦ **DANEMARK** - Après le gouvernement et le Parlement et ainsi que l'exige la Constitution, la reine Margrethe a donné son consentement pour le mariage du prince héritier Frederik, âgé de 35 ans, avec Mary Donaldson une Australienne âgée de 31 ans. Le mariage aura lieu en mai prochain. A l'occasion de ces fiançailles, le couple a accordé un entretien à *Point de Vue* qui a provoqué quelques remous. Le prince héritier y déclarait en effet à propos des Américains : « ils ont les défauts de leurs qualités : à force d'être directs, ils en deviennent parfois trop simples, simplistes même... » Critiqué pour cela par un journal danois, le prince a effectué un repli diplomatique déclarant que ses propos avaient été cités d'une manière incorrecte...

♦ **LIECHTENSTEIN** - En dépit de l'approbation massive des électeurs (plus de 64 %) à la réforme constitutionnelle en mars dernier, le Conseil de l'Europe envisagerait de mettre « sous surveillance » la principauté et de demander le retrait de la nouvelle Constitution. Exaspéré, le prince Hans Adam II a déclaré dans un entretien accordé à *Die Press* : « Au cas où le Conseil de l'Europe prendrait ces décisions, ce serait une bonne occasion pour que le Liechtenstein en sorte » précisant que : « la participation à ce Conseil nous coûte du temps et de l'argent et, comme on le voit, nous apporte plus de nuisances que de bienfaits. »

Du 29 septembre au 7 octobre, notre directeur politique a effectué un voyage d'étude dans les Balkans, de Belgrade à Banja Luka (Bosnie-Herzégovine), puis en Albanie. A Tirana, il a retrouvé Régine Judicis, membre du comité directeur de la NAR, qui y avait préparé leurs rencontres avec Sa Majesté le roi Leka, des dirigeants du parti royaliste et des personnalités albanaises et françaises. Tiré du carnet de route de Bertrand Renouvin, l'article qu'on va lire est tout entier consacré à la situation albanaise.

La dynam albana

Tirana, 2 octobre. D'abord, dans la nuit noire, on croit que c'est comme autrefois. On descend du bimoteur directement sur la piste comme Tintin dans le *Sceptre d'Ottokar* (à cette différence près que le béton a remplacé l'herbe) et le bâtiment de l'aéroport a gardé sa taille modeste.

Venue me chercher dans une Mercedes rouge conduite par un homme souriant, Régine Judicis me prévient que je vais être surpris. Je savais déjà qu'une autoroute avait remplacé la route sur laquelle les Albanais de 1992, qui venaient de découvrir la propriété privée de l'automobile (mais ni le permis de conduire, ni le code de la route) se garaient n'importe comment. Mais les usines rouillées ont été remplacées par les locaux illuminés d'entreprises industrielles et commerciales de conception récente et par les grandes maisons que la nouvelle bourgeoisie balkanique aime à se faire construire.

Nous roulons ainsi, dans la nuit claire de la banlieue d'une grande ville moderne, puis dans le centre de Tirana que j'ai peine à reconnaître : cafés, magasins aux vitrines bien éclairées, hôtels neufs, parfois luxueux, circulation dense de Mercedes et de quelques Audi de tous âges et de toutes provenances. Certaines portent des plaques de nationalité suisses ou allemandes que les importateurs, pas né-

cessairement accrédités, ont négligé d'enlever. On dit que le ministre des Affaires étrangères albanais s'est aperçu lors d'un contrôle en Grèce qu'il circulait à bord d'un véhicule volé ! D'autres conducteurs doivent avoir une idée plus précise de la provenance de leur voiture...

Le lendemain et les jours suivants de longues marches dans la capitale confirment la première impression nocturne : Tirana a changé, dans sa réalité et plus encore dans son apparence. Les bâtiments administratifs d'avant-guerre demeurent, ceux de la période communiste aussi (avec une immense fresque réaliste-socialiste au fronton du palais de la culture et une grande photo de mère Térésa dominant l'entrée du musée d'histoire), le vieil hôtel Dajti, le palace de l'ancien régime, est toujours là, mais les nouveaux commerces ont transformé les grandes avenues - autrefois sinistres.

Le maire socialiste de la ville, artiste consacré, a eu l'heureuse idée de faire peindre sur les façades des immeubles de grands carrés de couleurs vives. Notes pimpantes qui réjouissent l'œil des Albanais de toutes tendances. Même à une semaine des élections municipales, les opposants de la droite conservatrice et les royalistes (comme le roi lui-même) reconnaissent volontiers que Edi Rama a eu le grand mérite de détruire les

constructions illégales et de rétablir un semblant d'ordre dans la ville joliment colorée.

Hélas, nous demeurons tout de même dans le semblant. Sur les grandes avenues, des générateurs bruyants assurent la climatisation des magasins et des cafés car il y a encore des coupures de courant. Derrière les immeubles ravalés, on retrouve les façades dégradées des immeubles de l'époque stalinienne et de petites maisons turques qui paraissent sur le point de s'écrouler. Les trottoirs feraient plaisir à un disciple d'Alain Madelin puisqu'ils sont partiellement privatisés : devant les magasins chics, on marche sur de la moquette synthétique vert gazon et sur toutes sortes de dallages élégants. Mais la partie publique, parsemée de trous profonds, est composée de bouts de revêtements. Près de la gare ferroviaire, où rouillent de vieux wagons, les produits vendus à même le sol ou dans de petites échoppes rappellent que la population albanaise vit en général dans la pauvreté.

Faut-il privilégier les couleurs et les lumières de la ville tirée de la grisaille hodjiste ou les misères de ce grand village Potemkine ? Un couple d'amis albanais qui a vécu toutes les périodes de l'après-guerre nous donne le mot qui nous permet de rassembler et d'intégrer les violentes contradictions que nous venons de relever : dynamisme.

Les grandes villes albanaises (la capitale, le port de Durrës) sont habitées par un peuple travailleur et inventif qui s'étonne encore d'avoir échappé au chaos dans lequel le pays avait sombré en 1997, lors de l'effondrement des pyramides de crédits. D'innombrables citoyens dépouillés de toutes leurs économies et parfois de tous leurs biens, un pays livré aux bandes armées, une population qui avait perdu toute confiance, de nombreux Albanais qui émigraient par désespoir : c'était il y a six ans seulement et la prospérité esquissée dans le calme retrouvé est considérée comme une victoire prometteuse. Mais nul n'ignore que l'Albanie est encore fragile et que beaucoup survivent grâce à leurs enfants ou par les réseaux de l'économie parallèle



es

nique ise

Certes, un adepte de la transparence n'y retrouverait pas son concept. Les investissements dans la pierre, le commerce et l'industrie proviennent des émigrés mais aussi du crime organisé et des divers trafics qui ont marqué l'époque Berisha (premier président de la République, à droite) et qui continuent sous le règne socialiste. Fatos Nano, l'actuel Premier ministre, est un homme brillant, séduisant, cultivé, francophone et qui était déjà, lorsque je l'avais rencontré en 1993, à la droite de Michel Rocard. Il ne paraît pas avoir changé et, comme en France, les équipes de MM. Berisha et Nano constituent une oligarchie au sein de laquelle se joue l'alternance et qui se répartissent, non sans brutalité, les profits du

pouvoir. Par-dessus le marché, pour ainsi dire, il y a l'ambassadeur des États-Unis qui n'hésite pas à indiquer nettement ses choix dans ses interventions publiques. Beaucoup d'Albanais, qui croient que le pays de George Bush est encore *L'Amérique* écoutent avec respect le grand parrain. Ils seront déçus : aux dernières nouvelles, les États-Unis se rapprocheraient de Belgrade...

L'entrée dans l'Union européenne est l'autre rêve des Albanais, qui aspirent, comme tous les peuples des Balkans, à la libre circulation sur le continent. Pour le moment, un système de visas, de contrôles et de surveillance exercée à la manière soviétique les maintient enfermés dans leur pays, sous la tutelle de « grands frères » ouest-européens et américains qui sont venus leur apprendre la démocratie et l'économie de marché. Beaucoup d'Albanais ne sont pas dupes, comme cette amie observant avec amertume que « les occidentaux nous imposent des normes qu'ils ne respectent pas ».

La modernisation qui nous est décrite (elle se fait sous forte influence grecque) et que nous observons a-t-elle fait disparaître les traditions albanaises ? Que José Bové se rassure : après l'effondrement du communisme la coutume albanaise est à nouveau respectée. Elle s'est même durcie. Le cycle de la ven-

geance a repris, mais l'application du code d'honneur de la vendetta mécontente les puristes : on achève sans délai les blessés, on tue aussi les femmes et les enfants. Dans les montagnes du nord plus de deux mille enfants ne vont plus à l'école et vivent terrés chez eux avec en tête l'obsession de la vengeance et de la mort.

Une bonne, une très bonne nouvelle vient compenser ce sinistre retour au passé : l'islam balkanique a résorbé les pratiques « intégristes » qui m'inquiétaient voici dix ans, au vu des nombreuses jeunes femmes en tchador qui circulaient dans la capitale et de l'argent saoudien qui s'y déversait. Tous nos amis nous ont confirmé ce point qui s'illustre par une image significative : dans la matinée du dimanche 5 octobre, une noce arrive devant la mosquée de la place Skanderbeg ; la mariée est revêtue d'une robe occidentale blanche à bustier qui donne à admirer ses épaules et ses bras nus... Ai-je besoin de dire qu'elle n'a pas plus de voile sur le bout du nez que sa demoiselle d'honneur, elle aussi visage et bras nus, mais en robe noire ?

Notre visite au roi Leka, à la veille de notre départ, est pour moi la correction heureuse de plusieurs erreurs d'appréciation. J'avais cru, même après la chute du mur de Berlin, que l'Albanie mettrait encore des décennies à se libérer du communisme. Je pensais, lors de mes missions à Tirana en 1992 et 1993, que le souvenir de la monarchie avait été détruit et que le fils du roi Zog serait condamné à un interminable exil.

Or voici le roi légitime, désigné comme successeur par son père en vertu des pouvoirs législatifs et exécutifs qui lui avaient été conférés par le parlement albanais, dans son pays, habitant une maison située à quelques kilomètres de Tirana et bénéficiant d'un statut officiel ! C'est la reconnaissance d'une fonction symbolique que le roi exerce de très simple manière : lui seul, nous dit-il, pouvait sortir de Tirana pendant la période des grands troubles et il a parcouru l'ensemble du pays pour y rencontrer ses concitoyens et parler avec eux, sans

protocole, dans les villes et les villages. Beaucoup de vieilles fidélités se sont immédiatement ranimées et les jeunes gens ont demandé à leurs parents de quoi il retournait. Du coup, des pères souvent méprisés par leurs enfants ont retrouvé de l'autorité en reliant le passé méconnu au présent et en évoquant un règne très bref (treize ans) mais qui a incontestablement représenté la période la plus heureuse de l'Albanie moderne : l'indépendance nationale, la représentation démocratique et l'abolition par le roi de la vendetta au profit de la légalité, applicable par la justice à tout crime commis sur le territoire.

Face au retour tragique de la coutume, le roi Leka voudrait agir comme son père mais il lui faudrait pour cela disposer de l'autorité politique.

Est-ce possible ? J'ai envie de dire que c'est invraisemblable à court terme, afin d'être une nouvelle fois démenti. Mais plutôt que de livrer des pronostics, je donnerai pour conclure trois éléments de réflexion : le parti (royaliste) de la Légalité dispose de cinq députés ; ce parti, dont nous avons parlé toute une soirée avec deux de ses dirigeants, Suleiman Gjanoj et Blerim Kamberi, a présenté plus de trois cents candidats aux élections municipales ; le fils du roi Leka, âgé de 21 ans, est apprécié par la population et l'avenir de la dynastie est assuré...

Bertrand RENOUVIN

POUR EN SAVOIR PLUS

- Joséphine Dedet - « *Géraldine, reine des Albanais* », éditions Critérion, malheureusement épuisé.
- Les articles publiés par *Le Courrier des Balkans* : www.balkans.eu.org
- Le site en français de l'Institut albanais : <http://www.french-market.com/albania/> (en particulier les pages sur la Parti de la Légalité).
- Sur la vendetta : Ismaël Kadaré - « *Avril brisé* », Fayard, prix franco : 15 €.
- Sur la terreur dans l'Albanie communiste : Bashkim Shehu - « *L'automne de la peur* », Fayard, 1993, prix franco : 15 €.



Axe

Les lecteurs de *Royaliste* qui s'étaient intéressés sur notre conseil à la *Revue de l'Intelligent* (1) ne seront pas déçus par le deuxième numéro (2). D'abord parce qu'ils y retrouveront leur chroniqueur de politique étrangère favori, le très baignillien Yves La Marck : notre ami y publie une étude approfondie du concept bushiste d'axe du mal, démontrant que la morale est cyniquement employée par le président américain et ses conseillers comme ruse de guerre. Dans le même dossier consacré à cet « axe » invraisemblable, de fortes analyses d'Emmanuel Todd et de Safa Haeri qui secouent nombre d'idées reçues.

Sur d'autres sujets, traités par de « grandes signatures » de la presse quotidienne, on a la bonne surprise de découvrir des auteurs aussi méconnus que talentueux et des enquêtes originales. Sur le sujet rebattu de la mondialisation, le point de vue du sociologue William Bourdon est rafraîchissant. Et le regard que porte Sonia Jedidi sur la télévision afghane permet de saisir les transformations complexes d'une société qui fait l'expérience d'une liberté d'expression encore fragile.

On hésite toujours à prononcer le titre de la revue qui milite « pour l'intelligence du monde » et on se demande si l'ajout d'un livre inédit (certes intéressant) n'alourdit pas le prix de vente. Mais l'aventure est à suivre, avec sympathie.

Jacques BLANGY

(1) *Royaliste* 818 du 9 juin 2003.

(2) *La Revue de l'intelligent*, n° 2, octobre/novembre 2003, avec en supplément un livre d'Anthony Sampson consacré à « Nelson Mandela », prix franco : 19 €.

Assurance tous risques ?

Dans un excellent essai, le sociologue Robert Castel explique les paradoxes de notre société, où la demande infinie de sécurité crée un manque impossible à combler, où l'augmentation des mesures sécuritaires s'accompagne d'une croissante insécurité sociale.

Il faudrait se répéter soir et matin que la vie n'est pas sans risques. Or nous repoussons de toutes nos forces cette vérité banale, souhaitant en définitive qu'on n'éradique pas seulement les maladies qui font peur mais toute maladie et tout danger afin de soigner la vie elle-même.

Or, comme le dit fortement Italo Svevo, « soigner la vie, ce serait boucher les orifices de notre organisme en les considérant comme des blessures. A peine guéris, nous serions étouffés ».

Dans l'essai lucide et angossant qu'il consacre à l'insécurité (1) Robert Castel, bon observateur des métamorphoses de la question sociale (2), éclaire les contradictions de la société ultra-libérale et plus largement de notre modernité.

D'une manière générale, nous ne voulons pas admettre que toutes les garanties dont nous sommes entourés n'effacent pas le danger ; pourtant nous savons bien que souscrire une assurance tous risques n'évite pas la collision mortelle. Il y a plus inquiétant : les sociétés développées ont mis leurs populations à l'abri de la famine sans écarter le danger alimentaire. Au contraire ! Sans même évoquer la vache folle, nous redoutons les aliments cancérigènes et les limonades diverses qui favorisent la « surcharge pondérale ». Nos ancêtres étaient hantés par la famine endémique, nous craignons

d'être victimes de l'obésité épidémique.

Les paradoxes de notre existence quotidienne se retrouvent dans la collectivité nationale et dramatisent depuis un quart de siècle le débat politique. La demande de sécurité civile, plus précisément sur la voie publique, ne cesse d'augmenter alors que les gouvernements durcissent d'année en année les mesures répressives. Alors que nous vivons dans un semi-état de siège (le plan vigipirate), le sentiment d'insécurité ne décroît pas. Nous avons peur des jeunes des banlieues - comme les bourgeois du XIX^e siècle qui fantasmaient sur les *classes laborieuses classes dangereuses* - mais aussi des tueurs en séries, des pédophiles qui traquent nos enfants et de bien d'autres groupes délinquants mis en scène chaque jour à la télévision.

Robert Castel ne reprend pas le sempiternel débat entre ceux (de moins en moins nombreux) qui dénoncent l'obsession sécuritaire et ceux qui fustigent le laxisme des autorités. Loin de renvoyer les adversaires dos à dos, il montre que leur opposition est à la fois fondée et sans issue : le système complexe de protection des citoyens suscite une demande croissante de sécurité qui ne peut être comblée car il y a toujours un décalage entre la protection immédiatement souhaitée et les mesures répressives. D'où ce paradoxe : « l'insécurité, en somme, c'est dans une large

mesure l'envers de la médaille d'une société de sécurité ».

Cette société « sécurisée » est d'autant plus inaccessible que l'augmentation de la sécurité dans les rues, à supposer qu'elle soit effective et reconnue par les citoyens, s'accompagne d'une croissance manifeste de l'insécurité sociale. C'est là un phénomène relativement nouveau pour nos concitoyens, habitués au fameux « État providence » qu'il est préférable de décrire comme un *État national-social* - moins égalitaire qu'on ne le croit mais grand réducteur d'incertitudes.

Robert Castel explique comment cet État social s'est constitué et comment il se délite sous les coups des ultralibéraux qui célèbrent la société du risque (comme si Ernest-Antoine Seillière était dans la même situation qu'un intermittent du spectacle) pour mieux vendre, sur les ruines de la Sécurité sociale, des assurances privées.

Le risque suprême, c'est qu'une population appauvrie et affolée de se voir priver de protections qu'elle tenait pour acquises demande, selon la logique de Hobbes, des garanties totales à un État absolu.

Robert Castel explore les voies qui pourraient nous permettre d'échapper aux pièges qui nous sont tendus. Il est essentiel d'y réfléchir avec lui.

Sylvie FERNOY

(1) Robert Castel, « L'insécurité sociale, Qu'est-ce qu'être protégé ? », La République des Idées, Seuil, 2003. - prix franco : 11 €.

(2) Robert Castel, « Les métamorphoses de la question sociale », Fayard, 1995 et Folio Gallimard 1999 (prix franco : 13 €). Voir *Royaliste* n° 642.

Grandeur de Chateaubriand

Chateaubriand est beaucoup plus que l'enchanteur dont le prestige du style et la poésie mélancolique n'ont cessé de raviver les sources de la sensibilité française. Son envoûtante musique ne nous remuerait pas jusqu'au fond de nos âmes, si elle n'était pas l'expression de ce qui s'est joué et de ce qui se joue dans le drame épique du dix-huitième siècle, et continue à se dénouer sur les siècles suivants. L'adolescent de Combourg était sans doute prédisposé à ces voyages intérieurs qui inspirent les chants désespérés. Mais ce qu'il y a chez lui de forces réactives s'insurge contre le mal absolu. Ce qu'il y a d'intelligence - et avec un tel homme elle atteint un rare degré - aspire à prendre à bras le corps les contradictions et les impossibilités d'un temps démocratique qui saccagerait l'héritage sacré de la tradition et du christianisme. Oui, il y a une tentation chez l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe*, que Marc Fumaroli décrit avec une précision clinique : son ironie noire, sa violence satirique, son angoisse confinant au désespoir et qui semble porter condamnation de l'avenir des sociétés. Mais il y a aussi, ces actes de foi qui ponctuent le récit ; et surtout la secrète confiance en « la métamorphose des heures passagères » en semences d'éternité ».

C'est peu de dire que j'ai apprécié l'immense livre de Marc Fumaroli, dont le sous-titre « *Poésie et Terreur* » désigne parfaitement le nœud de douleur des *Mémoires*. L'importance d'une étude de cette ampleur ne tient pas seulement à son érudition. Elle se rapporte à l'énigme même de la modernité, celle qui depuis la Révolution française et les Lumières jusqu'aux totalitarismes et au nihilisme contemporain, ne cesse de se masquer derrière sa superbe positiviste et technique. La mélancolie romantique n'est pas simple rejet du passé, elle ne se ramène pas à un assez dérisoire refus du futur qui exclurait les discernements nécessaires. C'est ce que n'a pas vu Charles Maurras dans sa pourtant flamboyante polémique contre l'enchanteur. La poésie des ruines et la complaisance pour les naufrageurs n'excluent pas chez Chateaubriand la confiance en une mystérieuse fécondité de la tradition, mais celle-ci n'est pas exclusive d'une ouverture aux évolutions sociales nécessaires et même à une vraie révolution qui accomplirait le rêve chrétien de l'émancipation des pauvres. Mais il y a encore plus déterminant dans la souffrance d'un homme plutôt dépourvu de morgue aristocratique, c'est le face-à-face avec le trou noir de la Terreur, ainsi que la prise de conscience du vide effrayant que crée la complicité rationaliste des Lumières avec l'entreprise forcenée de déchristianisation des sinistres bonshommes de 1792.

La révolte du croyant et la lucidité de l'observateur politique ne sauraient être dissociées. Chateaubriand a compris que la violence terroriste n'était si criminelle que parce qu'elle se rapportait à un dessein meurtrier. Sans doute celui-là même que René Girard fait avouer à Nietzsche. Nous n'en sommes pas encore là, mais tout est déjà consommé : « *Au XVIII^e siècle, un Turgot, un Condorcet, avaient pu espérer porter à une perfection mathématique et*

démocratique ce régime ancien que ses propres Lumières appelaient à une régularité et fécondité nouvelles : ces fils surdoués de la monarchie administrative supposaient inébranlable son invisible structure mnémotechnique et morale, sans voir qu'une guerre civile de nature religieuse grondait depuis longtemps dans le Paris souterrain du siècle des Lumières. » Condorcet avait beau viser une espèce affranchie de toutes ses chaînes, « soustraite à l'empire du hasard » et aux ennemis du progrès, « marchant d'un pas ferme et sûr dans la route de la vérité, de la vertu et du bonheur », il saurait, au couperet de la guillotine, ce qu'il en coûte de sacrifier au dieu rationaliste et progressiste. De ce point de vue, Chateaubriand, montre Marc Fumaroli, n'est pas l'homme de la contre-Révolution, il est celui des « contre-Lumières ».

Avec le *Génie du christianisme*, le vicomte a affirmé son refus de l'athéisme et de l'irréligion en dénonçant le crime contre l'esprit des sectateurs d'une Raison étriquée, incapable de répondre aux sollicitations irrépissables du cœur selon Pascal. Cette entreprise, où beaucoup n'ont vu qu'aff-

fection de sensiblerie, révèle au contraire la puissance visionnaire d'un écrivain qui est aussi un grand politique. Le dérapage métaphysique a partie liée avec un progressisme dont les diverses formes sont récuses. Saint-simoniens, socialistes, communistes, capitalistes, sont tous piégés par les « *sophistiqués modernisatrices et révolutionnaires qui supposent l'idolâtrie de l'homme envers soi* ». Mais l'écrivain des anti-Lumières n'est nullement réactionnaire avec un Bonald et un de Maistre. Si Chateaubriand a recours à la poésie du *Royaume*, c'est que celui-ci recèle une puissance d'évocation anthropologique, susceptible d'inspirer d'étonnantes métamorphoses. Mais celles-ci se rapportent beaucoup plus à une doctrine de la liberté proche de Tocqueville qu'à un prolongement d'un Ancien Régime révolu. Ce n'est pas pour rien que le vicomte fut parmi les premiers lecteurs *De la démocra-*

tie en Amérique, dont il connaissait d'autant mieux l'auteur qu'il était son neveu.

Ce qu'il faut retenir de l'ultime pensée politique de Chateaubriand se rapporte à une doctrine de la liberté à laquelle la foi confère toute sa force. Peut-être y-a-t-il quelque chose d'un peu trop utopique dans cette anticipation dont on ne peut oublier, toutefois qu'elle appelle un équilibre supérieur où l'égalité sociale se trouve tempérée « *par la nécessité du devoir, correctif ou régulateur de l'instinct démocratique* ». Mais ces précisions ne sauraient nous éloigner de ce qui demeure le foyer incandescent de la rétrospective-prospective des *Mémoires*.

Là-dessus, Marc Fumaroli nous donne des éclairages multiples que lui permet son inépuisable savoir sur l'écrivain et ses grands interlocuteurs, qu'ils appartiennent au passé comme Pascal et Rousseau ou qu'ils aient été ses proches, excitateurs et révélateurs de son génie. J'en retiendrai deux : Fontanes et Ballanche, deux personnages aux antipodes l'un de l'autre, mais aussi indispensables à l'éclosion de l'œuvre et à l'essor de l'esprit de Chateaubriand. D'un côté, le refus ferme et motivé de l'horreur révolutionnaire, de l'autre la conscience suraiguë d'une métamorphose qui exige que tradition et révolution se fécondent, avec une profondeur qui évoque l'éclat du meilleur de l'idéalisme allemand en proie au même tremblement du moment romantique. Si vous voulez vous y retrouver dans le débat contemporain, il faut lire d'urgence le Chateaubriand de Marc Fumaroli !

■ Marc Fumaroli, -« Chateaubriand - Poésie et Terreur », Éditions de Fallois, 800 p., prix franco : 28 €.

par Gérard Leclerc



Le roi de solitude

C'est l'histoire d'un roi. D'un petit roi discret et moderne mais cependant pénétré au plus haut point du sentiment de sa dignité qui exige en toutes circonstances ou presque, un langage châtié et le respect de l'étiquette...

En ces temps de troubles, où les identités se perdent comme lettres à la poste privatisée, nous n'avions pas remarqué qu'il y avait un roi à Marseille. Non pas un roi de Marseille, ce qui signifierait que la cité phocéenne aurait conquis son indépendance avant la Corse, mais un monarque vivant dans cette ville si agitée que bien peu de Marseillais ont remarqué la majestueuse présence.

C'est que le roi, comme tous ses collègues, tient à se faire appeler Sire et se comporte en véritable gentilhomme. Le roi Gérard est un roi bien élevé, ce qui n'est pas toujours le cas à notre époque où tout se dégrade et se désagrège, peuchère ! Même le respect qu'on a des autres et de soi-même.

Courtisan (Homme de Cour et non lèche-bottes) parfaitement informé des pensées et des gestes du roi, Gilles Ascaride a la bonté de faire savoir de sa fine plume au peuple de Marseille et d'autres lieux que Gérard I^{er} aligne comme les autres rois une royale demeure, une famille royale hélas quelque peu dispersée et jouit des attentions d'une Favorite qui voudrait bien se faire faire un enfant.

On s'étonnera d'apprendre, cependant, que le roi a élu pour résidence la Villa Fifi, et que la reine mère appelle « poulet » le digne souverain. Il est vrai que les rois aussi ont le droit dans leur privé de

se faire appeler lapin ou canard-joli et qu'ils peuvent employer des mots un peu cru pour demander une douceur à la Favorite en regardant la télévision. On sera encore plus surpris de lire que ce roi moderne, branché au réseau téléphonique, peut se faire couper la ligne pour non-paiement de facture et que la Liste royale est constituée d'une allocation de chômage versée par l'ASSEDIC des Bouches-du-Rhône.

Le roi Gérard est chômeur. Un chômeur fort cultivé puisqu'il est titulaire d'une maîtrise d'histoire. Mais il a le malheur de ne pas être capésien - ni capétien d'ailleurs ce qui le fâche beaucoup plus.

Gérard n'est pas un fou qui se prendrait pour roi. C'est au contraire un homme qui résiste de toute son intelligence à la folie qui pourrait surgir du creux de sa vie de chômeur. Malgré la reine-mère et la favorite, c'est un homme de solitude qui combat la pauvreté et l'exclusion sociale par un exil volontaire. C'est là qu'il se construit son royaume afin d'être « roi de lui-même » attaché à des dignités fictives pour sauver son éminente dignité d'être humain. Y parviendra-t-il ?

Tonalités légères et ironiques. Dur roman.

Maria DA SILVA

■ Gilles Ascaride - « Un Roi à Marseille », Roman, Éditions Léo Scheer, 2003, prix franco : 24 €.

Jean Edern, symptôme

L'aveugle faisait du vélo. Était-ce trop ? Était-ce le trop de trop ? Le cœur a lâché. Nous étions le 12 janvier 1997. Jean-Edern Hallier venait de mourir, sur le trottoir d'une station chic de Normandie.

L'impossible biographie, c'est le sous-titre que Sarah Vajda donne à l'ouvrage qu'elle vient de consacrer à Jean-Edern Hallier, et il y a dans l'expression quelque chose d'assez troublant : plus que d'une impossible biographie ne s'agirait-il pas plutôt d'une biographie de l'impossible, je veux dire une biographie de cet homme impossible qu'était Jean-Edern Hallier. Et Sarah Vajda n'en est pas dupe. Si elle ne s'essaye pas à une vaine tentative de réhabilitation, elle ne cède pas non plus à la tentation du réquisitoire implacable. Le simple exposé des faits suffit à la condamnation, mais celle-ci est sans importance ou presque. L'impossible Hallier, escroc mythomane, est avant tout le produit d'une époque, et le symptôme du mal qui la ronge.

Jean-Edern ne veut pas être ce qu'il est. Il sera donc tout ce qu'il n'est pas. Il s'invente une généalogie, prête à son père un passé de grand résistant, se proclame écrivain de génie sans jamais vraiment s'astreindre à l'écriture, transforme des ballades touristiques en épopées révolutionnaires, se récrie contre la presse ordurière avant de relancer *L'Idiot International*, dénonce la télévision pour en mieux devenir un animateur phare. Cette succession de palinodies tisse la trame d'une vie qui semble tout entière placée sous le signe de l'imposture. En fait, Jean-Edern Hallier veut être une vedette, mais il est encore de la génération qui pense que ce statut se mérite,

que la reconnaissance publique (même et surtout au sens le plus trivial : être reconnu dans la rue) résulte d'une action ou d'une œuvre. Il est du monde d'avant *Loft Story*, du monde où l'exposition est un résultat et non un préalable. Il faut avoir fait quelque chose, un quelque chose qui le valoriserait aux yeux des autres, mais aussi à ses propres yeux (le drame de sa personnalité). Il créera alors le mythe du grand écrivain. Et s'il n'a jamais vraiment trompé son monde, il finira quand même par obtenir cette notoriété tant désirée. Bien sûr, il n'inscrira pas son nom au panthéon de la littérature, mais qu'importe, il aura eu cette gloire qui fut toujours sa quête.

Il serait facile de mépriser le personnage - et peut-être le mérite-t-il d'une certaine manière - mais Sarah Vajda s'en abstient. Elle retrace, avec style, l'itinéraire d'un homme : ses rencontres (un magnifique portrait de Dominique de Roux), ses actions (son rôle dans *Tel Quel*, que Sollers voudrait tellement oublier), ses amours, ses trahisons. Et au travers de cette trouble personnalité, elle évoque toute une époque, une époque qui clôt une histoire, annonciatrice de nos temps bruyants et superficiels. Avec Jean-Edern, il y avait encore quelques mises en accusation pertinentes. Ne reste plus aujourd'hui que le ronronnement des cyniques.

Patrick PIERRAN

■ Sarah Vajda - « Jean-Edern Hallier », Flammarion, 470 p., prix franco : 25 €.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

➤ Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

➤ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

➤ Vendus aussi par année complète (46 € franco) de 1977 à 2002 (sauf 1979).

INTERNET

Internauts ! communiquez-nous votre adresse courriel et nous vous mettrons sur notre liste de diffusion qui vous rendra destinataires de nos dépêches d'« Actualité royaliste ».

Un simple message (NouAcRoya@aol.com) à notre intention suffira.

► Communiquez-nous également les adresses électronique de vos amis auxquels nous pourrions adresser nos publicités.

ABONNEMENT - ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

DÉCÈS

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès, à l'âge de 50 ans, de notre ami **Jean-Paul Bourdeau**. Il avait été longtemps animateur et délégué de notre mouvement, à Rennes d'abord puis en Loire Atlantique où il s'était fixé. Que sa famille trouve ici l'expression de nos condoléances.

CONSEIL NATIONAL

La prochaine réunion du Conseil national de la NAR aura lieu le dimanche 9 novembre à Paris. Les conseillers nationaux recevront en temps voulu la convocation et l'ordre du jour mais qu'ils réservent déjà cette date.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 27 et 28 mars 2004. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 27 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, « *La construction européenne* » et, d'autre part, « *La politique de l'énergie* ».

Merci de noter cette date sur vos agendas.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 5 novembre :** Les controverses sur les valeurs européennes, les polémiques suscitées par l'exclusion de deux lycéennes porteuses du « foulard islamique » et la réunion d'une commission chargée d'examiner la question laïque placent notre réunion au cœur de l'actualité. Afin de réfléchir en toute sérénité sur cette question sensible, nous avons invité **Émile POULAT**, qui vient de publier « *Notre laïcité publique* », une somme sur la laïcité qui couronne l'œuvre monumentale de ce savant historien et sociologue du catholicisme, directeur d'études à l'École des Hautes Études en sciences sociales et fondateur du Groupe de sociologie des religions. Notre invité, qui nous a plusieurs

fois fait bénéficier de son enseignement, a récemment publié avec Dominique Decherf un essai sur le catholicisme que Gérard Leclerc avait présenté (n°819) aux lecteurs de *Royaliste*.

● **Mercredi 12 novembre :** Membre de l'Institut, ancien directeur de l'école française de Rome, savant historien de la Rome antique, **Claude NICOLET** est un familier de nos débats. Depuis une quinzaine d'années, nous poursuivons avec lui une polémique cordiale sur l'idée républicaine - à laquelle il a consacré un ouvrage fondamental. C'est dans cette perspective nationale et républicaine que Claude Nicolet s'est penché sur l'histoire des idées que nous nous sommes faites de la France au cours des siècles : question des origines, dans notre rapport avec la Rome antique ; question politique des relations entre Français et Germains, question sociale des privilèges de la noblesse, question nationale dégradée en nationalisme. « *Comment se fabrique une nation ?* » La question a toujours été et demeure cruciale.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (8 € pour l'année)

SERVICE LIBRAIRIE

RAPPEL : Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel autre livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur). N'hésitez pas à faire appel à nos services. On peut passer les commandes par téléphone (01.42.97.42.57).

➔ Nous nous chargeons également de la recherche d'ouvrages épuisés sans, bien sûr, pouvoir garantir le succès de la recherche...

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Une transformation démocratique

Comment se fait-il que les médias, actuellement très attentifs au moindre « foulard islamique » et très disert sur la religion musulmane, aient accordé si peu de place au discours que le roi Mohammed VI a prononcé le 10 octobre devant les parlementaires marocains ? Nous fûmes seulement informés, avec une grande économie de mots et d'images, que se préparait là-bas une réforme du code de la famille favorable aux femmes.

C'est trop peu dire. La lecture du texte intégral montre que cette réforme s'inscrit dans un processus général de « consolidation de la démocratie ». Le roi du Maroc souhaite que la quête par trop intéressée des mandats électifs (la « démocratie des sièges ») soit transcendée par le développement de la citoyenneté et le progrès social. Ce qui implique une « réhabilitation de la démocratie locale », des mesures concrètes pour l'amélioration de l'habitat et de l'enseignement, la création d'emplois par l'investissement productif - et cette réforme du code de la Famille dont nous avons eu le faible écho. Quant à celle-ci, il est clair que le roi ne sacrifie pas à une mode, ni ne cède aux injonctions des féministes américaines ou parisiennes.

Dans son principe, la transformation exposée le 10 octobre s'inscrit dans un projet politique global et cohérent : pas de citoyenneté marocaine sans « une large participation de la femme aux institutions » qui resterait fictive si elle continuait de subir l'injustice et la violence. Cette logique politique est fondée par

le roi, commandeur des Croyants, sur la parole prophétique que Mohammed VI a rappelée aux députés et à la nation : « les femmes sont égales aux hommes au regard de la loi ».

Il s'agit donc de rompre la coutume « archaïque » et d'assurer désormais le règne de la loi sur des points que je ne peux tous énumérer : égalité de l'homme et de la femme quant à l'âge du mariage, fixé à 18 ans ; restrictions sévères appliquées à la po-



lygamie qui est soumise à l'autorisation du juge s'assurant que les deux épouses et leurs enfants seront traitées sur un pied d'égalité ; possibilité pour la femme qui se marie de refuser que son époux puisse prendre une seconde femme ; dans le silence du contrat de mariage, nécessité d'obtenir le consentement de la première épouse au choix d'une seconde femme, et l'accord de cette dernière ; égalité de droits du mari et de la femme en cas de divorce, ce qui proscriit toute répudiation verbale...

N'ayant pas compétence pour commenter cette réforme, j'ai accumulé les citations pour que chacun soit en mesure d'appré-

cier l'importance de la transformation sociale et de la mutation de la condition féminine qui ne doit rien à la modernité individualiste puisque le roi a pour souci d'équilibrer la vie familiale dans le respect des droits de la femme, de la protection de l'enfant et de la dignité de l'homme.

Voilà qui ébranle fortement les préjugés courants sur l'islam, qui serait fondamentalement intégriste, fixiste et fataliste : au Maroc, l'État est un formidable agent de transformation sociale comme il le fut dans la Turquie kémaliste - mais avec des moyens violents - ou dans la Tunisie de Bourguiba. L'*État modeste* et la *gouvernance de proximité* apparaissent au contraire, à l'expérience, comme des facteurs de régression économique et sociale et de rétrécissement de la vie démocratique.

Voilà qui devrait troubler ceux qui continuent obstinément à dénoncer le caractère naturellement réactionnaire de toute monarchie - quelle que soit la religion du roi qui l'incarne. Nous avons montré que la monarchie jordanienne s'opposait, tout autant que l'ancienne monarchie française, au code traditionnel de l'honneur. Le roi Leka m'a rappelé que son père avait arrêté la mécanique coutumière de la vendetta albanaise. Et Zaher Chah représente le seul régime démocratique et modernisateur que l'Afghanistan ait connu.

Nous n'avons jamais prétendu que la monarchie royale avait le monopole de la mutation heureuse ou du moins réussie. Mais ce régime politique paraît fort utile en de nombreux cas pour faire prévaloir, contre les contrats léonins et les coutumes meurtrières, le règne de la loi.

Bertrand RENOUVIN

(1) Les mots entre guillemets sont tirés du discours royal, qui peut être lu dans son intégralité sur le site http://www.mincom.gov.ma/french/f_page.html